

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel Env3

Foix, le 24 juillet 2023

10 rue des Salenques  
BP 102 - 09007 FOIX Cédex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Midi Pyrénées Granulats**

23 avenue de Larrieu  
BP 10389  
31000 Toulouse

Références : FH/2023/120-121  
Code AIOT : 0006802105

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juillet 2023 de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société Midi Pyrénées Granulats lieux-dits La ginestière, La Cabanne, Le Mouliné 09700 Montaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Midi Pyrénées Granulats
- La ginestière, La Cabanne, Le Mouliné 09700 Montaut
- Code AIOT : 0006802105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Midi-Pyrénées Granulats exploite sur le territoire de la commune de Montaut une carrière de matériaux alluvionnaires.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion et consommation d'eau
- Prévention incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prélèvements d'eau	Article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
2	Phasage d'exploitation	Article 22.5.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Gestion des eaux	Article 31.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
4	Prévention des incendies	Article 31.5 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à la réglementation, la société Midi-Pyrénées Granulats effectue le recyclage des eaux de lavage des matériaux de son installation. Afin de limiter ses prélèvements d'eau, l'exploitant est en train de réaliser les travaux nécessaires au recyclage des eaux de lavage de ses camions. Aucun fait non conforme n'a été relevé lors de la visite d'inspection faisant l'objet du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté vaut autorisation de prélèvement (maximum 60m <sup>3</sup> /h) - rejet au titre du titre 1er du livre II du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de suivi des compteurs d'eau. La consultation du registre montre un prélèvement moyen fluctuant entre 30 et 40 m <sup>3</sup> /h depuis le début de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Phasage d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> article 22.5.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
<b>Thème(s) :</b> Autre, respect du phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction s'effectue à ciel ouvert et est réalisé en 7 phases de durée différentes telles que définies en annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2018.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a consulté le plan d'exploitation et l'a comparé au plan prévisionnel annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2018. Aucun retard de phasage n'a été noté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> article 31.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, recyclage des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de lavage des matériaux sont intégralement recyclées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'intégralité des eaux de lavage des matériaux était recyclée. Les appoints d'eau correspondant à la majeure partie des prélèvements sont dus à l'évaporation et à la fraction restée captive dans les matériaux. En prenant en compte les appoints d'eau, le taux de recyclage des eaux sur le site est de 90%. L'exploitant a expliqué que les eaux de lavage des bennes des camions vont être recyclées également à compter de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Prévention des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> article 31.5 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2009
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réserve d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un point d'eau conforme à NFS 61213 sera implanté à moins de 400 m des bâtiments.
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué qu'un point de prélèvement avait été aménagé suite à l'accord du SDIS au niveau du lac de la Ginestière Sud. En effet, un ponton équipé d'une installation de pompage équipée de raccords normalisés fournis par le SDIS a été mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite